

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2022 • VALÉRIE PÉCRESSÉ

Partage 

La promesse de supprimer 150 000 postes est-elle tenable ?

Dans une note publiée mi-janvier, le think tank Terra Nova estime qu'« il est douteux que Valérie Pécresse parvienne à mener à bien son projet ».

Par Benoît Floc'h

Publié aujourd'hui à 06h00 ·  Lecture 3 min.

 Article réservé aux abonnés

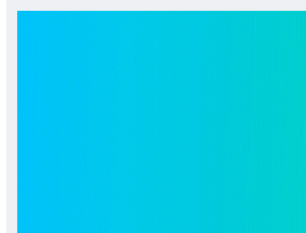
Supprimer 150 000 postes de fonctionnaire sur un quinquennat, est-ce possible ? La promesse de Valérie Pécresse, candidate Les Républicains (LR) à la présidentielle, suscite de nombreuses questions. Dans une note publiée le 14 janvier, le cercle de réflexion de gauche Terra Nova estime qu'« il est douteux que Valérie Pécresse

de gauche Terra Nova estime qu'« *il est douteux que Valérie Pécresse parvienne à mener à bien son projet. Il est même douteux qu'il faille le mener à bien* ». Une étude de l'association Finances publiques et économie (Fipeco) publiée par *Le Figaro* le 19 janvier, montre que, depuis 1997, aucun président de la République n'a réussi à tailler dans les effectifs. Nicolas Sarkozy (2007-2012) est dans une situation cependant particulière : il a fait baisser le nombre d'agents de l'Etat (144 000 selon la Cour des comptes), mais Fipeco, qui donne un chiffre différent, assure que les créations de postes dans les collectivités locales et l'hôpital ont abouti à un solde net de 17 000 postes en plus.


Lire aussi |  [Election présidentielle 2022 : les suppressions de postes dans la fonction publique, sujet électoralement sensible](#)

Les effectifs ont augmenté de 1 million de personnes depuis 1997, pour atteindre aujourd'hui 5,7 millions d'agents publics, écrit François Ecalle, président de Fipeco. La hausse est de 22 %, contre 15 % pour l'ensemble total (public et privé). Ce qui situerait la France dans la

PUBLICITÉ



pour l'emploi total (public et privé). Ce qui situerait la France dans le peloton de tête européen. Pour Terra Nova, cependant, « *l'emploi public n'est pas dans une croissance incontrôlée* » : la progression dans les administrations publiques n'est que de 0,4 % entre 2009 et 2019.

Lire aussi :  [La réduction du nombre de fonctionnaires au menu des candidats Les Républicains](#)

L'objectif de Valérie Pécresse est « *une suppression de 200 000 postes dans l'administration administrante de l'Etat et des collectivités locales* », et la création de « 50 000 postes » sur les missions prioritaires de l'administration : « *Protéger, éduquer et soigner.* » Elle en attend 15 milliards d'économie sur les 45 promis en tout.

« *L'administration administrante* », c'est 33 % des effectifs en France, contre 25 % en Allemagne, assure David Lisnard, président LR de l'Association des maires de France. Cet écart de 8 points représente 450 000 agents, affirme-t-il. « *Cela repose sur l'hypothèse qu'on a une administration administrante inefficace et pléthorique,* nuance François Xavier Devetter, économiste à l'Université de Lille. Ces

prioritaires de l'administration : « *Protéger, éduquer et soigner.* » Elle en attend 15 milliards d'économie sur les 45 promis en tout.

« *L'administration administrante* », c'est 33 % des effectifs en France, contre 25 % en Allemagne, assure David Lisnard, président LR de l'Association des maires de France. Cet écart de 8 points représente 450 000 agents, affirme-t-il. « *Cela repose sur l'hypothèse qu'on a une administration administrante inefficace et pléthorique,* nuance François-Xavier Devetter, économiste à l'Université de Lille. *Ces fonctionnaires passeraient leur temps à jouer à Candy Crush toute la journée au bureau... Mais ce n'est pas le cas. Les comparaisons internationales ne montrent pas de sureffectifs dans la fonction publique de notre pays par rapport à ses voisins.* »

« **Un comité de la hache** »

La suite est réservée aux abonnés

[Déjà abonné ? Se connecter](#)